economiesuisse

Commerce avec le Tadjikistan : Intensifier les échanges et lancer des réformes

À l'occasion de la troisième séance de la commission économique mixte Suisse-Tadjikistan, les discussions ont porté sur divers aspects des relations économiques bilatérales ainsi que sur les opportunités et risques qu'elles recèlent.

À l'occasion de la troisième séance de la commission économique mixte Suisse-Tadjikistan qui s'est déroulée aujourd'hui à Duschanbe et virtuellement sous la direction de Dilshod Sharifi, responsable du département de coopération économique du Tadjikistan et de l'ambassadeur suisse Martin Saladin, les représentants suisses de l'économie ont souligné les opportunités qui s'offrent pour les deux parties.

Potentiel et besoin de réformes

Actuellement, le Tadjikistan représente un marché relativement petit pour les entreprises suisses. La Suisse compte en revanche parmi les principaux partenaires commerciaux du Tadjikistan. En 2021, le volume des échanges bilatéraux (or inclus) a atteint 175 millions de francs. L'économie du Tadjikistan est fortement axée sur le secteur primaire et les exportations du pays portent essentiellement sur les matières premières, l'aluminium et le coton. Toutefois, divers projets visant à diversifier l'économie ont été lancés, notamment le

développement du secteur industriel et de l'économie numérique.

L'échange a permis aux représentants du secteur privé suisse d'aborder certains facteurs qui compliquent les relations économiques. L'absence d'un État de droit fait par exemple obstacle aux investissements étrangers. Différentes réformes ont été lancées il y a quelque temps dans ce pays d'Asie centrale. Selon le «Doing buisness report» 2020 de la Banque mondiale en 2020, le Tadjikistan est l'un des pays qui a fait le plus de progrès en la matière. Le pays est ainsi passé du 126e (2019) au 106e (2020) rang du classement.

Collaboration pour le développement durable

Le Tadjikistan est en outre un pays prioritaire de la coopération suisse à la transition du SECO en Asie centrale. Les projets visent entre autres à promouvoir des conditions-cadre favorables aux échanges commerciaux, à engager des mesures contre les changements climatiques, à renforcer l'État de droit et à développer les infrastructures. Dans ce contexte, l'énergie hydraulique constitue un pilier important de la transition énergétique durable et de la réduction de la dépendance énergétique.